

LA DÉMOCRATIE ÉLECTRONIQUE EST-ELLE UNE ILLUSION?

LE 29 SEPTEMBRE 2010 PIERRE MOUNIER

L'idée selon laquelle Internet permettrait un renouveau de la démocratie a cours depuis les débuts du réseau. Si le développement des usages numériques a eu un impact limité sur les structures traditionnelles, les nouveaux modèles de gouvernance méritent le détour.

Très tôt dans son développement, Internet fut identifié comme le signal d'une nouvelle jeunesse pour la démocratie. Les réseaux électroniques furent alors identifiés comme une agora permettant à l'ensemble de la population de participer activement à la vie de la nation. Si le thème de la nouvelle Athènes fut essentiellement développé aux États-Unis où il rencontra le mythe fondateur de la République jeffersonienne, il rencontra aussi en Europe et en France des échos importants. L'idée selon laquelle Internet allait provoquer un épanouissement démocratique s'est exprimée de plusieurs manières : e-gouvernement puis gouvernement 2.0, administration électronique, cyber-activisme, « empowerment » des groupes de représentation d'intérêts, théories de l'espace public en ligne, etc.

Vus aujourd'hui d'un pays qui connaît une régression rapide et brutale de son cadre démocratique, les textes écrits il y a quelques dix ou quinze ans prophétisant l'avènement d'un nouvel âge politique portent avec eux une charge quelque peu ironique. Où semblent donc passées ses forces nouvelles qui allaient bousculer l'ancien monde ? Qu'est devenue l'émancipation citoyenne permettant à tout un chacun de participer à la grande conversation nationale voire internationale et espérer voir son avis pris en compte ?

C'est aux États-Unis encore une fois que la question a été rouverte le plus récemment. Lors de sa campagne électorale, le candidat Obama s'est en effet illustré doublement par, d'un côté un recours massif aux nouvelles technologies et en particulier **aux réseaux sociaux pour mobiliser son électorat [1]**, et aussi par la promesse faite à la nation d'une transparence, d'une responsabilité, d'une ouverture nouvelle de son gouvernement, s'il était élu, aux citoyens ordinaires qui se sentent traditionnellement très éloignés de ce qui peut se passer à Washington. Et de fait, le début de son mandat et la mise en place de son administration ont été marqués par **plusieurs signaux forts [2]** : l'ouverture de sites participatifs, la nomination d'une nouvelle génération issue de la Silicon Valley à des postes de responsabilité, mais surtout l'initiative **Data.gov** impliquant que les administrations fédérales ouvrent largement leurs bases de données au public non seulement pour qu'elles puissent être consultées, mais aussi manipulées, exploitées, rediffusées par l'intermédiaire d'interfaces de programmation ouvertes.

Deux ans après l'arrivée de Barack Obama au pouvoir, le sommet **Gov 2.0** qui s'est déroulé à Washington au début du mois de septembre a été l'occasion pour un certain nombre d'observateurs de revenir sur cette première période du mandat présidentiel. Le constat posé par Ellen Miller en particulier est finalement peu flatteur : malgré les promesses et les réalisations effectives, le bilan est un peu maigre et **la révolution attendue n'a pas vraiment eu lieu [3]**. Sans doute ne suffit-il pas d'« ouvrir les données » pour qu'elle donne prise à une réelle participation citoyenne. De son côté Aneesh Chopra, responsable de la politique technologique de l'administration Obama (*Chief Technology Officer*) promet une nouvelle étape de développement de l'open gouvernement : après l'ouverture des données, c'est sur **les réseaux sociaux et les plateformes participatives** qu'il mise désormais, apportant le dispositif complémentaire qui manquait certainement [4].

Le cas Wikileaks

Mais peut-être les propos échangés au cours de ce type de sommets sont-ils trop lénifiants. Car le réel défi qui est aujourd'hui posé à l'initiative open gouvernement de l'administration Obama ne se situe pas vraiment à ce niveau. Elle repose plutôt dans la question de savoir s'il est possible de faire confiance à un pouvoir, quel qu'il soit, lorsqu'il fait la promesse d'organiser sa propre transparence. Car cette promesse se heurte nécessairement à quelques limites. Ces limites, c'est bien entendu l'initiative Wikileaks qui les met en lumière en reprenant à son compte l'impératif de transparence du pouvoir, mais de manière beaucoup plus radicale. Rappelons que Wikileaks est **une organisation militante internationale offrant aux « lanceurs d'alerte » une plateforme hautement sécurisée qui**

leur permette de déposer en tout confiance les documents qu'ils souhaitent faire

« fuiter » [5]. Derrière la personnalité haute en couleurs de Julian Assange sur laquelle se focalisent les médias, Wikileaks est animé pas un collectif de bénévoles qui se chargent de maintenir la plateforme, mais aussi de tenter de recouper et donc de valider les informations qui y sont soumises.

Wikileaks s'est fait connaître du grand public pour avoir d'abord diffusé une vidéo filmant le mitraillage par un hélicoptère américain de civils irakiens pris à tort pour des insurgés et qui se sont révélés être par la suite des journalistes de l'agence Reuters. Leur seconde exploit fut **la diffusion d'une masse considérable de documents classé confidentiel défense** [6] en provenance des troupes de l'OTAN en Afghanistan, faisant brutalement apparaître une situation militaire beaucoup plus dégradée que les autorités ne l'avouaient jusqu'alors. L'acharnement avec lequel le gouvernement américain tente d'étouffer Wikileaks et ses révélations fracassantes ne peut que relativiser la portée du slogan **open gouvernement** qu'il promet par ailleurs.



Wikileaks porte le flambeau de la

Émile Lepetit pour OPENLIT

transparence politique et de la démocratie à l'échelle mondiale. Mais quelle est la portée réelle de son action ? La question a été peu abordée. La plupart des commentateurs, en France en tout cas, parce que ce sont des journalistes, se sont concentrés sur les questions d'ordre professionnel que cette initiative leur pose. Il reste que les effets concrets sur les politiques des Etats des révélations publiées par Wikileaks semblent peu importants. On a pu faire remarquer par exemple que les masses de données rendues publiques ont été peu exploitées réellement et n'ont pas véritablement surgit de débat public particulièrement vif aboutissant à un inflexionnement significatif de telle ou telle politique publique. Et il n'y a rien de bien étonnant à cela, à bien y réfléchir. Car l'espace public n'est pas un environnement amorphe réagissant de la même manière à tous types d'informations. Il est l'objet de ce qu'on qualifie de « cadrage médiatique » qui structure et hiérarchise les sujets de discussion dans cet espace. Il est par ailleurs traversé de forces politiques qui exploitent ou non les informations qui y circulent afin d'améliorer leur position concurrentielle dans l'arène politique.

Autrement dit, croire qu'une initiative comme Wikileaks peut à elle seule changer la situation politique est sans doute faire preuve d'une certaine naïveté : pour que les informations que diffuse Wikileaks diffuse sur Internet aient un impact politique, il faut qu'elle entrent en résonance avec le cadrage opéré par les médias, et qu'à l'intérieur de ce cadrage leur exploitation serve les intérêts de forces politiques réelles.

L'exemple de Wikileaks explique très bien pourquoi, vingt ans après, les espoirs de révolution démocratique qui ont été placés dans Internet ont été déçus : Internet est un espace dispersé, qui en raison de sa structure même, ne peut connaître de focalisation universelle de l'attention sur un problème dont la résolution change un rapport de forces. Médiatiquement, Internet fonctionne comme un « ailleurs » d'où proviennent de nombreuses informations. Ces informations ne peuvent être lestées d'un poids et d'une efficacité politique que si elles transitent dans un espace public traditionnel, focalisé et structuré par des

rapports de force.

Le contre-exemple sur lequel Benoît Thieulin **est revenu récemment sur le site *Temps Réels*** illustre parfaitement cette mécanique [7]. Il s'agit d'un incident qui s'est déroulé lors de la dernière campagne électorale en Suède, dont le sujet principal portait sur la réforme de l'assurance maladie. On a pu y voir une jeune blogueuse jouer un rôle non négligeable dans ce débat après avoir publié un billet racontant comment sa mère, gravement malade a vu ses allocations brutalement supprimées par le gouvernement. Son récit, repris dans la presse nationale, est entré en résonance avec le débat principal de la campagne en cours : la réforme de l'assurance-maladie.

Des citoyens auto-organisés

S'il semble donc bien établi que l'impact des nouvelles technologies sur les structures traditionnelles de pouvoir est limité, d'autres avancent une autre proposition, plus subtile : il s'agit de penser que les pratiques sociales sur le réseau, les multiples échanges qui s'y déroulent, que ce soit dans les forums de discussion, les communautés virtuelles ou les réseaux sociaux portent en eux un modèle de gouvernance authentiquement démocratique qui constitue une alternative en soi aux pratiques politiques dominantes. Par certains aspects, cette proposition pourrait rappeler l'ancien défi de l'indépendance du cyberspace, mais il s'agit en réalité de tout autre chose. Il s'agit plutôt de comprendre comment à un niveau local, les communautés virtuelles qui se rassemblent sur Internet élaborent spontanément des règles de vie commune, des procédures de résolution de conflits et des modes de régulation qui en font des espaces démocratiques limités certes, mais effectifs et vivants. C'est le sens en tout cas de l'article récemment publié par Sylvain Firer-Blaess à propos de *Wikipédia* où il considère les règles dont les « wikipédiens » se sont dotés comme **un modèle de démocratie électronique** [8].



Ceux qui pourraient penser que ces formes nouvelles d'auto-organisation horizontales typiques du réseau n'ont pas la capacité d'en sortir pour trouver leur champ d'application dans l'environnement physique liront avec profit **l'article que Gregory Asmolov a récemment publié sur le portail *Global Voices*** [9]. Il montre comment les blogueurs se sont mobilisés de manière très efficace contre les incendies qui ont ravagé la Russie au cours de l'été et ont, dans les faits, suppléé à un gouvernement central apparemment impuissant et davantage soucieux de son image que des résultats réels de son action.

Ces mouvements par lesquels les individus prennent en main leur destin dans les espaces virtuels ou physiques, c'est ce que le sociologue Dominique Cardon appelle la « démocratie Internet » [10]. Spécialiste avec Fabien Granjeon de « **l'Internet militant** » [11], observateur des pratiques de socialisation sur les réseaux [12], et auteur lui aussi récemment d'une étude sur Wikipédia [13], le chercheur pense au final qu'Internet est porteur d'une vertu émancipatrice pour le public.

Tout le public ? Certainement pas, affirme Cyrille Franck. En dénonçant une « **nouvelle classe de dominants** » [14] qui établit les bases de son pouvoir sur la maîtrise des réseaux sociaux et plus largement des technologies numériques, le blogueur revient opportunément sur la réalité d'une fracture numérique persistante qui ne se manifeste pas seulement sous la forme d'un défaut d'équipement, mais aussi et le plus souvent d'un défaut de maîtrise de

ces technologies. Le trait est certes un peu grossi mais il a le mérite de pointer les limites du modèle méritocratique qui parcourt les communautés virtuelles sur Internet : celui-ci est inefficace à l'égard de ceux qui sont dépourvus des ressources les plus élémentaires, matérielles et symboliques pour tirer parti des moyens d'expression qui se trouvent à leur disposition.

Figures de la citoyenneté numérique

La « démocratie Internet » restera-t-elle un phénomène minoritaire ou sera-t-elle portée par un mouvement authentiquement populaire ? C'est finalement **sur la question de la participation** [15] que se situe un des enjeux importants de sa capacité à transformer à la fois le jeu politique et les rapports sociaux. Le tableau des conditions de possibilité d'une démocratie électronique semble presque complet lorsqu'on y ajoute une appropriation massive par le public des technologies d'expression publique sur le Réseau. Les nombreuses initiatives, publiques et privées – offres de formation, espaces publics numériques, plateformes de blogs, structures d'aides aux utilisateurs, membres actifs des communautés virtuelles assument une responsabilité de premier plan dans ce mouvement. Assurément, le rôle que jouent ces « **figures de la citoyenneté numérique** » est loin d'être suffisamment reconnu.

Article initialement publié sur Homo-Numéricus

Illustrations CC : Eliot Lepers pour OWNI, Flickr : **paragdgala, Ryan Kendrick Smith**

Illustration de la Une en CC par Loguy pour OWNI

Notes

[1] Ferrand, Olivier. *Moderniser la vie politique : innovations américaines, leçons pour la France*. Terra Nova, January 2009. <http://www.tnova.fr/images/stories/groupes-de-travail/006-mission-us/terranoa-rapportmissionus.pdf>.

[2] Ratcliff, Evan. "The Wired Presidency : Can Obama Really Reboot the White House ?." *Wired*, January 19, 2009. http://www.wired.com/politics/onlinerights/magazine/17-02/ff_obama?currentPage=all.

[3] Howard, Alex. "We're in open government's beta period." *O'Reilly Radar*, September 14, 2010. <http://radar.oreilly.com/2010/09/th...>

[4] Howard, Alex. "2010 is the year of participatory platforms." *O'Reilly Radar*, September 17, 2010. <http://radar.oreilly.com/2010/09/20...>

[5] Lovink, Geert, and Patrice Riemens. "Les dix thèses de WikiLeaks." *OWNI, Digital Journalism*, September 13, 2010. <http://owni.fr/2010/09/13/les-dix-t...>

[6] Dufresne, David. "Warlogs : la nouvelle guerre de l'information." *OWNI, Digital Journalism*, July 27, 2010. <http://owni.fr/2010/07/27/warlogs-l...>

[7] Thieulin, Benoit. "Rebooting Sweden ? Comment une jeune bloggeuse suédoise bouleverse le déroulement de la campagne électorale en Suède." *Temps Réels*, September 18, 2010. <http://www.temps-reels.net/blog/reb...>

[8] Firer-Blaess, Sylvain. "Wikipédia : exemple à suivre pour une possible démocratie électronique ?". *Homo Numericus*, September 5, 2010. <http://homo-numericus.net/spip.php?article295>.

[9] Asmolov, Gregory. "Russia : Online Cooperation as an Alternative for Government ?." *Global Voices*. <http://globalvoicesonline.org/2010/08/30/russia-online-cooperation-as-an-alternative-for-government/>

[10] Cardon, Dominique. *La démocratie Internet : Promesses et limites*. Seuil, 2010.

[11] Granjon, Fabien. "L'Internet militant. Entretien avec Fabien Granjon." *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 79, no. 1 (2005) : 24-29. <http://www.persee.fr/web/revues/hom...>

[12] Cardon, Dominique. *Sociogeek, identité numérique et réseaux sociaux*. FYP éditions, 2010.

[13] Cardon, Dominique, and Julien Levrel. "La vigilance participative. Une interprétation de la gouvernance de Wikipédia." *Réseaux* 154, no. 2 (2009) : 51.

[14] Franck, Cyrille. "Nouveaux médias : une nouvelle classe de dominants." *Médiaculture*, September 4, 2010. <http://www.mediaculture.fr/2010/09/04/nouveaux-medias-l%E2%80%99irruption-d%E2%80%99une-nouvelle-classe-dominante/>

GAGANAUSAURE

le 29 septembre 2010 - 11:20 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Internet est un outil qui met des outils en ligne, comme "outil" il est inerte, une clé à mollette ne fait rien toute seule, il faut la prendre en main et agir.

Pourquoi ne pas le dire, la majorité d'entre nous aspire premièrement à vivre tranquille sans trop se poser de question, n'est-ce pas une explication valide pour décrire les pratiques du pouvoir ?

L'exemple des incendies de forêt en Russie le montre bien, nous intervenons quand le feu nous menace directement, nous sommes sensible aux catastrophes chez les autres dans la mesure où nous craignons que la même chose puisse nous arriver mais déjà, dans ce cas de figure entre l'intention et l'action il y a plus qu'une nuance.

Vouloir plus de transparence dans la gestion de la politique d'État est certainement une bonne idée mais qu'en est-il de la transparence de la gestion de nos propres affaires ? Ne sommes nous pas très rapidement "scandalisé" quand une administration (notamment fiscal ^_^) s'intéresse d'un peu trop près, selon nous, à la gestion de nos affaires ?

Quant à la transparence elle-même, ne risque-t-elle pas de se transformer en tyransparence ?

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

K.

le 29 septembre 2010 - 23:37 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Un autre lien :

<http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/y-a-t-il-une-menace-de-pandemie-d-82047#forum2703354>

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

CARROLL B. MERRIMAN

le 17 novembre 2011 - 1:27 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



I was looking through StumbleUpon for sites on this very subject so I really appreciate your well written article. I enjoyed your writing style and have signed up to your feed so I can catch, not miss future articles on this and other topics.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

PARASOLE OGRODOWE ALLEGRO

le 4 janvier 2012 - 21:31 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



You made some nice points there. I did a search on the subject matter and found most people will consent with your website.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

1 ping

Veille Antic #17 le 4 janvier 2011 - 23:02

[...] *La démocratie électronique est-elle une illusion ? [...]*